



Rio-Paris: Air France et Airbus attendent les révélations des boîtes noires



Après 23 mois de recherches faramineuses qui ont abouti au repêchage des boîtes noires de l'Airbus d'Air France disparu dans l'Atlantique, gouvernement, compagnie et constructeur affirment attendre sereinement les révélations des enregistreurs du vol AF447.

"Nous n'avons aucune crainte particulière même si nous ne savons pas ce que les enquêteurs vont trouver (...). Le plus dommageable serait d'ignorer l'enseignement de cet accident. Il faut connaître la vérité sur ce drame quelles qu'en soient les causes", résume le secrétaire d'Etat aux Transports, Thierry Mariani.

Le 1er juin 2009, un Airbus A330 de la compagnie française devant effectuer la liaison Rio-Paris s'était abîmé en mer avec 228 personnes à son bord. La catastrophe reste à ce jour inexplicable en l'absence des boîtes noires de l'appareil.

Après avoir localisé début avril le champ de débris à 3.900 mètres de profondeur, les enquêteurs ont repêché dimanche et lundi les enregistreurs qui devraient permettre de déterminer tout ou partie des circonstances du crash.

Le décryptage des boîtes noires "se fera sous le contrôle d'un officier de police judiciaire et en présence d'experts français, britanniques, américains et brésiliens", insiste M. Mariani, en réponse aux soupçons du manque d'indépendance des autorités émis par certaines familles des victimes brésiliennes.

"Je souhaite ardemment que les données (...) puissent être exploitées et contribuer à apporter des réponses aux questions que se posent depuis bientôt deux ans les familles des victimes, notre compagnie et l'ensemble de la communauté aérienne", souligne de son côté le directeur général d'Air France-KLM, Pierre-Henri Gourgeon. "Maintenant, il faut laisser les enquêteurs travailler avec sérénité", dit-il.

Seule certitude, le givrage à haute altitude des sondes de vitesse Pitot du fabricant Thales est l'une des causes de l'accident. Les pilotes de la compagnie avaient d'ailleurs, dès 2009, sévèrement accusé la direction d'Air France de ne pas avoir pris la mesure de ce dysfonctionnement constaté à plusieurs reprises avant la catastrophe. Air France a, de son côté, pointé du doigt Airbus pour ne pas avoir apporté de réponse claire à cette défaillance pourtant connue.

Malgré les enjeux commerciaux et industriels (l'aéronautique est le premier secteur exportateur en France, 18 milliards d'euros apportés à la balance commerciale en 2010), Airbus assure que le plus important est de faire la lumière sur ce qui s'est passé.

Tous justifient le montant record --plus de 35 millions d'euros-- déjà dépensé pour l'enquête.

"Le coût des investigations est le garant que personne n'a rien à cacher et que la vérité n'a pas de prix. La France devait également se montrer exemplaire (...) ne serait-ce que pour des questions diplomatiques" avec le Brésil, analyse Loïc Tribot la Spière, délégué général du centre de réflexion indépendant CEPS (Centre d'étude et de prospective stratégique). De manière plus prosaïque, il relève que derrière cette obstination à retrouver l'épave, "il y a le phénomène +assurentiel+". "Il y a la perte d'un appareil, le pretium doloris des familles, tout ceci a un coût qui sera réglé par les assureurs", dit-il. Selon lui, une défaillance d'Airbus avérée ne serait pas de nature à mettre en péril l'avenir du constructeur européen.

Air France a finalement plus à perdre, conclut un expert aéronautique indépendant sous couvert d'anonymat, rappelant que la culture d'entreprise a largement été critiquée.

Mardi, les pilotes d'Air France ont fait savoir qu'ils assumeront les éventuelles erreurs de pilotage sans endosser les responsabilités des autres.

En attendant, Airbus et Air France sont mis en examen pour homicides involontaires.